Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

108-109 | 2007

Anthropologues à durée déterminée / Peurs collectives / Regards sur les banlieues en crises

Anthropologues à durée déterminée ?

Pascale Absi et Guillaume Huet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/981>

DOI : 10.4000/jda.981

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 15-18

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Pascale Absi et Guillaume Huet, « Anthropologues à durée déterminée ? », *Journal des anthropologues* [En ligne], 108-109 | 2007, mis en ligne le 17 novembre 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/981> ; DOI : 10.4000/jda.981

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Journal des anthropologues

Anthropologues à durée déterminée ?

Pascale Absi et Guillaume Huet

- 1 En 1989, le *Journal des anthropologues* publiait le numéro 35 consacré à « L'ethnologie sous contrat ». Aujourd'hui, le journal reprend le dossier à la suite de la journée de l'AFA « Anthropologie sous contrat : pratiques et produits », de mai 2004. Et l'on constate qu'en plus de 15 ans, le contexte a évolué.
- 2 La convergence entre l'anthropologie du proche et de la modernité et une demande sociale croissante pour l'expertise anthropologique se sont affirmées, tandis que s'accroissait le rapport négatif entre le nombre d'emplois stables dans la recherche et l'enseignement et celui des diplômés. Même si par pudeur, peu des auteurs de ce numéro y font directement référence, au-delà de considérations méthodologiques et épistémologiques, la contractualisation renvoie plus tristement à la paupérisation des anthropologues non statutaires qui n'échappent pas à « l'insécurité sociale » ambiante. Les diplômés et les chercheurs en sciences sociales ont longtemps été suspects d'enfermement dans leur confortable tour d'ivoire ; aujourd'hui la situation d'un nombre croissant d'entre eux se confond avec les marges du marché du travail et de l'exclusion dont les anthropologues ont été les observateurs avant d'en devenir les victimes.
- 3 Une autre évolution importante est que la question du contrat distingue chaque fois moins les anthropologues non statutaires des statutaires. En effet, les chercheurs des institutions publiques – y compris les boursiers – sont eux aussi de plus en plus sommés de recourir à des appels d'offre extérieurs pour financer leur recherche désormais soumise au contrôle des comités de pilotage. Ils sont eux aussi amenés à adapter leur méthodologie, à orienter la construction de leurs objets et à raccourcir la durée de leurs études afin de devenir plus « vendables ». Opposer la recherche et l'enseignement académique de l'anthropologie à sa pratique sous contrat perd ainsi de sa pertinence. Ces évolutions ont cependant des côtés positifs : les rangs distendus par des considérations en termes de légitimité professionnelle, entre « officiels » et « hors-statut », sont désormais resserrés autour de la question des conditions actuelles de la production

anthropologique, et l'expérience des non statutaires alimente de manière plus visible l'épistémologie de la discipline.

- 4 Chacun à leur manière, les articles présentés dans ce numéro participent au débat en abordant le rapport entre la formation anthropologique de leurs auteurs et leurs pratiques sous contrat. Ils reviennent sur les contraintes temporelles et formelles des commanditaires sur la recherche et ses résultats – l'exemple de la confidentialité qui entrave la participation au débat scientifique est éclairant (Milliet) ; les décalages entre le désir d'engager un anthropologue et son efficacité « à faire valoir des concepts élaborés par l'ethnologie dans un contexte qui, *a priori*, ne les attendait pas » (Decourchelle) ; le difficile jonglage entre les projets plus personnels, ou académiques, et les contrats (Both, Balard) ; la possible « valeur ajoutée » de la contractualisation (Jouenne). Leurs auteurs évoquent également la frustration de se voir assigner la tâche d'un technicien du recueil de données (qui existeraient en soi) plus que celle d'un analyste du social. Cette constatation interroge l'existence d'une demande sociale qui continue à penser l'ethnologie moins comme un objectif en soi que comme un moyen qui, au final, pourrait bien se passer des ethnologues eux-mêmes (Prévot). Elle participe de l'invisibilité actuelle d'un projet propre à l'anthropologie. Quelle profession défend-on lorsque les principes de la discipline sont confrontés aux contraintes des bailleurs de fonds ?
- 5 La contractualisation se joue désormais dès la formation. Si la période du doctorat constituait un moment de grande liberté et d'expérience d'une anthropologie déliée de son instrumentalisation, les thésards en sciences sociales sont désormais incités à ajuster leurs sujets et leurs méthodes à des fins extérieures à la discipline afin d'obtenir un financement (Balard). Faut-il pour autant adapter – et si oui, comment – l'enseignement de l'anthropologie ?
- 6 On l'aura compris, l'anthropologie, ses méthodes et ses objets, sa visibilité, son instrumentalisation et son avenir sont autant de questions alimentées par les expériences sous contrat ; avec en toile de fond, le rapport entre anthropologues hors-statut et leurs pairs statutaires (Fourmaux) et de leur légitimité. Les articles que nous avons reçus ne possèdent pas toujours une écriture, une construction et des normes académiques, ce qui a pu entraîner des réticences de la part de nos lecteurs statutaires du comité de rédaction. Mais les règles de l'institution sont-elles le seul référent possible de la profession ? La manière dont les auteurs de ce numéro se présentent est à ce propos révélatrice. Parmi les huit contributions, une seule émane d'un chercheur statutaire et, à deux exceptions près (un auteur qui se déclare consultant et l'autre qui signe de son seul nom), tous les contributeurs affichent un rattachement à un laboratoire de recherche. La recherche publique reste ainsi la matrice d'une partie de la production scientifique à laquelle elle ne contribue pas économiquement. Au-delà de la définition de l'anthropologie c'est aussi celle des anthropologues qui donnent vie à la discipline qui est posée. N'est-on anthropologue que lorsque l'on a un contrat, qu'il soit statutaire ou non ? Ou bien est-ce une identité, une réalité intrinsèque qui s'impose lorsque l'on a mené une recherche de doctorat ?
- 7 Enfin, c'est la question de « l'efficacité de la discipline » qui est mise sur le devant de la scène épistémologique par les anthropologues contractuels du privé. Pour ces derniers, les contrats sont souvent conçus comme des moments et des espaces de production à part, dont les spécificités (surtout les exigences de temps et de méthode) appellent toutes sortes de détournements et de distorsions (Benveniste) au nom des objectifs de connaissance de la discipline. La principale justification de ce type de stratégie est que si

l'on s'en tenait aux demandes des commanditaires, la connaissance d'une situation donnée serait impossible. Par conséquent, c'est la raison même du contrat qui serait bafouée, à savoir la volonté d'agir sur une réalité (par exemple en adaptant des politiques publiques, le fonctionnement d'une institution ou une marchandise) sur la base de la compréhension que l'on en a. C'est donc l'efficacité même de l'exercice qui serait remise en cause par ceux-là même, les commanditaires, qui la mettent au premier rang des objectifs assignés à l'intervention d'un anthropologue dans une étude. Alors, comment les anthropologues se représentent-ils l'efficacité de leur discipline, ses méthodes et son savoir ? Cette connaissance est-elle une condition préalable et nécessaire à l'action sociale, à l'éducation, au marketing et à tous les usagers de l'anthropologie ? Mais pourquoi une part non négligeable des commanditaires, l'État et les pouvoirs publics en général, ou encore les entreprises, ont-ils une perception de l'efficacité si différente de celle dont les anthropologues semblent vouloir se porter garants, parfois seuls contre tous ?

- 8 Au-delà des modalités spécifiques de la recherche sous contrat, il s'agit d'interroger les demandes finalisées adressées à l'ethnologue et l'instrumentalisation de sa production dans ce qu'elles révèlent du statut – réel ou imaginaire – de l'anthropologie dans la société. Les différends entre les anthropologues et la société tels qu'ils sont mis en scène dans le contexte contractuel constituent sans doute une voie pertinente de compréhension du monde contemporain ; les modèles d'efficacité révélant largement la perception que l'on a du social comme objet et du faire-société comme projet ou tout simplement du social et du « faire-société ».

AUTEURS

PASCALE ABSI

IRD - Travail et mondialisation

GUILLAUME HUET

Anthropologue consultant